

Khartoum, Soudan, 9 juillet (Infosplusgabon) - Les dirigeants soudanais doivent faciliter l'ouverture d'une enquête et coopérer avec une équipe internationale d'investigation concernant les meurtres et violences perpétrés contre les contestataires depuis décembre 2018, selon Human Rights Watch.

Le 5 juillet, une coalition de groupes d'opposition et le Conseil militaire de transition, qui a pris le pouvoir le 11 avril quand le président Omar el-Béchir a été déchu, ont signé un accord de partage du pouvoir qui ouvre la voie à la formation d'un gouvernement de transition.

"Le peuple soudanais a le droit de demander des réponses et la justice après que des centaines de personnes ont été tuées et un nombre plus important blessé", a déclaré Jehanne Henry, directrice associée pour l'Afrique de Human Rights Watch.

"Une enquête indépendante, crédible sur les horribles violences commises contre les manifestants au cours des six derniers mois doit être une priorité des nouveaux dirigeants du Soudan", a-t-elle indiqué.

En vertu de l'accord du 5 juillet, un nouveau conseil souverain composé de cinq représentants de l'Armée, de cinq civils et d'un dernier civil choisi par les deux parties, partageront le pouvoir pour une période de transition de trois ans.

Les militaires présideront la transition pendant 21 mois et les civils prendront le relais pour 18 mois. Des élections seront organisées à l'issue de cette transition.

Les manifestations au Soudan ont débuté en décembre 2018, pour exiger le départ de M.

el-Béchetir, qui était au pouvoir depuis presque 30 ans. Ce dernier est également recherché par la Cour pénale internationale pour des atrocités commises au Darfour.

Human Rights Watch déclare dans un communiqué que les organisations locales qui comptabilisent les victimes et le syndicat des médecins soudanais estiment que plus de 100 personnes ont été tuées durant la période de protestation jusqu'au départ du pouvoir de M. el-Béchetir.

Selon HRW, depuis l'arrivée au pouvoir du Conseil militaire en avril, les Forces de soutien rapide ont fait leur apparition et ont participé ou mené l'essentiel de la répression contre les protestataires.

L'unité est dirigée par le vice-président du Conseil militaire, Mohamed Hamdan Dagalo alias "Hemeti", également connu pour les abus commis par son unité au Darfour, dans le Kordofan Sud et dans le Nil Bleu.

Selon Human Rights Watch, rien qu'en juin, les forces gouvernementales, avec l'appui des Forces de soutien rapide, ont tué plus de 130 manifestants.

"La journée du 3 juin est la plus meurtrière, les forces gouvernementales emmenées par les RSF ayant ouvert le feu sur les contestataires et incendié le camp de sit-in. Les enregistrements vidéo montrent le lourd déploiement des forces de sécurité tirant sans ménagement et de nombreuses victimes ont été blessées par balle".

D'après HRW, les observateurs ont rapporté que 128 personnes ont été tuées dans cette attaque et que des témoins, dont de nombreuses victimes, ont raconté que des soldats ont procédé à des arrestations arbitraires et passé à tabac des manifestants.

Également, selon certaines informations, des soldats ont violé de nombreux manifestants ou menacé de les violer.

"Le 30 juin, quand des dizaines de milliers de Soudanais ont manifesté pour exiger une transition civile, les forces gouvernementales ont de nouveau eu recours à une force excessive pour disperser les manifestants".

Selon Human Rights Watch, les responsables du Conseil militaire avaient promis d'enquêter sur les violences commises à l'encontre des manifestants.

L'accord de partage du pouvoir du 5 juillet prévoit aussi d'enquêter sur les violences, y compris celles du 3 juin.

"Toute enquête doit inclure les abus commis à l'encontre des contestataires depuis décembre, quand le gouvernement a commencé à attaquer les manifestants", a insisté Human Rights Watch.

“Les dirigeants soudanais doivent montrer qu'ils prennent la Justice au sérieux, en facilitant l'ouverture d'une enquête internationale indépendante pour évaluer l'ampleur des abus et identifier les responsables”, selon Mme Henry.

"Le Soudan doit coopérer avec le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, actuellement en session et avec la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples pour veiller à ce que des investigations crédibles soient menées le plus vite possible", estime-t-elle.

FIN/INFOSPLUSGABON/LMK/GABON2019

© Copyright Infosplusgabon